

Vendredi 18 octobre

Météo  16°
Belgique  10°

Services >

rtbf.be
info[Belgique](#) [Régions](#) [Monde](#) [Europe](#) [Eco](#) [Société](#) [Médias](#) [Etc](#) [Op](#)[Belgique](#) | [Accueil](#) | [Place Publique](#)

Plan fédéral VIH: 58 actions contre le sida mais quid des moyens?



BELGIQUE | Mis à jour le mardi 15 octobre 2013 à 13h21

Article

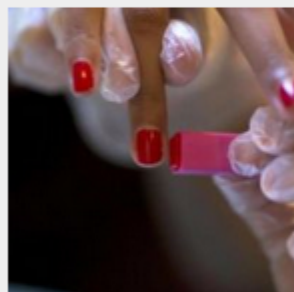
Vidéo (1)

Image (1)

Commentaires

 ENVOYER IMPRIMER TWEET

Images



Plan VIH 2014-2019, un plan fédéral de 58 actions afin de lutter contre le sida - Belga

Vidéos



Campagne de lutte contre le SIDA, des tests plus rapides et plus discrets

Mots clés

Belgique, Palais, Politique, Santé

La ministre des Affaires sociales et de la Santé publique Laurette Onkelinx (PS) a présenté mardi à Bruxelles le Plan VIH 2014-2019, un plan fédéral de lutte contre le sida, en présence de la reine Mathilde. Près de 500 personnes ont apporté leur expertise à l'élaboration de ce plan qui comporte 58 actions. Chaque jour, le virus du sida contamine trois personnes en Belgique, soit entre 1000 et 1200 nouveaux cas par an. Notre pays compte parmi les Etats européens où le nombre d'infections diagnostiquées est le plus élevé: 10,7 cas pour 100 000 habitants en 2011, là où la moyenne européenne est de 5,7.

Ce Plan VIH 2014-2019 comporte quatre grands piliers: la prévention, le dépistage, la prise en charge et la qualité de vie de la personne vivant avec le VIH.

En matière de prévention, Laurette Onkelinx a rappelé qu'il fallait plus que jamais promouvoir l'usage des préservatifs et du lubrifiant, qui doivent être "*accessibles facilement et gratuitement*", insiste la ministre. L'attention de ce plan devra être portée sur deux groupes particulièrement exposés à l'épidémie: les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH) et les migrants.

Les capacités des acteurs psycho-médicosociaux devront être renforcées via la formation initiale et/ou continue. Ils devront être particulièrement sensibilisés à l'accueil des HSH, des migrants, des personnes qui s'injectent des drogues, des jeunes et des travailleurs sexuels. Les détenus ne doivent pas non plus être oubliés.

Les capacités des acteurs psycho-médicosociaux devront être renforcées via la formation initiale et/ou continue. Ils devront être particulièrement sensibilisés à l'accueil des HSH, des migrants, des personnes qui s'injectent des drogues, des jeunes et des travailleurs sexuels. Les détenus ne doivent pas non plus être oubliés.

La ministre de la Santé publique assure qu'elle sera attentive à ce que la lutte contre les discriminations se poursuive et s'amplifie.

Le dépistage reste quant à lui trop tardif dans 42% des cas en Belgique. Une personne qui ignore son statut représente un danger pour elle-même mais aussi pour les autres, rappelle Mme Onkelinx. Notre pays se dotera d'une stratégie nationale de dépistage prévoyant notamment que cette opération ne devra plus obligatoirement être réalisée par un médecin et qu'elle sera davantage décentralisée.

Une attention particulière sera réservée à la formation médicale. Le VIH et les questions liées à la santé sexuelle seront intégrés comme sujet obligatoire dans la formation médicale et dans l'enseignement médical continu.

S'agissant de la prise en charge de la personne vivant avec le VIH, ce plan national prévoit le développement d'une procédure nationale de référence pour que chacun quelle que soit sa situation financière, administrative ou juridique, puisse bénéficier du dépistage et ensuite du traitement. En outre, chaque personne résidant en Belgique sans statut ou avec un statut spécial pourra toujours continuer à avoir accès aux soins que son état nécessite. L'offre de soins sera augmentée et une meilleure couverture géographique sera garantie.

Enfin, la ministre espère que la Belgique pourra jouer un rôle moteur afin que les restrictions aux voyages s'appliquant aux personnes atteintes du VIH soient levées. *"Elles sont tout simplement discriminatoires et totalement contraires aux normes internationales en matière de droits de l'Homme"*, s'offusque-t-elle. Le plan prévoit également de lutter contre les discriminations dans le logement, l'hébergement et l'accueil, le travail et les formations, et, pour les enfants vivant avec le VIH, dans le milieu scolaire.

Laurette Onkelinx s'est engagée mardi à mettre sur pied un comité de monitoring, qui associera les professionnels de santé, les associations et les personnes vivant avec le VIH, ainsi qu'un Conseil des personnes vivant avec le VIH, *"totalement indépendant"*, afin que les personnes atteintes par ce virus soient consultées sur les politiques à mener.

Chaque année, 13 millions d'euros sont investis dans la lutte contre le sida. La ministre s'est engagée mardi à ce qu'un million d'euros supplémentaires soient investis dès la première année du plan.

La PPS (Plate-forme prévention Sida) ravie de ce plan mais inquiète des moyens pour le mettre en oeuvre

La Plate-Forme Prévention Sida (PPS) se dit inquiète mardi quant à l'opérationnalisation des recommandations formulées par le Plan VIH 2014-2019, notamment dans un contexte de régionalisation de la prévention des infections sexuellement transmissibles (IST) et du sida, au détriment de la Fédération Wallonie Bruxelles. Selon l'association, ce Plan national, dont elle se réjouit toutefois de l'existence et auquel elle a contribué, n'apporte pas (encore) toutes les garanties voulues.

La PPS se demande ainsi si le caractère prioritaire de la prévention des IST/sida sera maintenu au niveau actuel avec la régionalisation prévue des compétences en matière de promotion de la santé. *"Les associations vont-elles devoir se dédoubler avec un siège à Bruxelles et un autre à Namur ?"*, s'interroge la Plate-forme, évoquant un dédoublement *"inutile"* entraînant une dissolution des moyens budgétaires et un risque de perte de cohérence. L'association demande un dialogue urgent avec les autorités politiques sur ces points.

"Comment les différentes actions mises en évidence dans le Plan pourront-elles se concrétiser en dépit des difficultés économiques et de la complexité institutionnelle de notre pays ?", se demande encore la Plate-forme, qui souhaite la mise en oeuvre intégrale du Plan.

Le sida et les IST sont des infections liées. La PPS espère donc voir, à l'avenir, l'élargissement du Plan VIH aux autres IST.

La Plate-forme insiste sur le renforcement de l'accès aux préservatifs masculins et féminins et au lubrifiant à base d'eau. La lutte contre les discriminations doit être une priorité, insiste-t-elle. Elle doit s'organiser avec notamment une implication maximale des personnes vivant avec le VIH.

Belga

Campagne de lutte contre le SIDA, des tests plus rapides et plus discrets

